

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Luiz Inacio Lula Da Silva, Président de la République fédérale du Brésil, sur le partenariat franco-brésilien en matière de lutte contre l'effet de serre, à Paris le 14 novembre 2009.

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs, bonjour. Je voudrais remercier le Président LULA pour sa visite, pour son amitié, pour le partenariat stratégique exceptionnel entre le Brésil et la France. La rencontre d'aujourd'hui est cruciale, 35 jours seulement nous séparent de Copenhague et nous rendons public aujourd'hui un texte brésilien-français, parce que le Brésil et la France, nous voulons que Copenhague soit un succès. Nous voulons que des positions ambitieuses soient défendues à Copenhague. Nous n'accepterons pas un accord au rabais.

Le Président LULA a demandé à sa ministre de présenter les propositions brésiliennes nouvelles et extrêmement ambitieuses en matière d'environnement. Je lui laisserai la parole. Je veux dire que, dans le texte que vous aurez, auquel à beaucoup participé Jean-Louis BORLOO, notamment l'idée que le Brésil fasse sienne la proposition de la création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement, est un élément essentiel. Le Brésil est le premier pays émergent - on le disait avec Bernard KOUCHNER - qui met sur la table sa position pour Copenhague.

Désormais, avec le Président LULA, nous allons tout faire pour rassembler autour du Brésil et de la France le plus grand nombre de pays possible pour faire l'axe du changement en matière climatique et de la victoire à Copenhague. Cela se traduira par un certain nombre d'initiatives. Dès la semaine prochaine, j'en ai informé le Président LULA, la Chancelière MERKEL et moi, nous rencontrerons le Premier ministre RASMUSSEN. Il se peut que je me rende moi-même au Brésil à une date que me fixera le Président pour voir un certain nombre d'Etats de la région, pour convaincre aussi là-bas. Et j'irai également avant la fin du mois au Sommet du Commonwealth à Tobago, j'espère avec LULA, pour convaincre aussi.

Par ailleurs, nous voulons entraîner toute l'Afrique sur notre position. C'est donc toute l'Europe, toute l'Amérique latine, le Commonwealth que nous allons convaincre, et l'Afrique, après tous les déplacements infatigables de Bernard KOUCHNER et de Jean-Louis BORLOO que je remercie une nouvelle fois. Je me rendrai moi aussi en Afrique pour convaincre un certain nombre de nos partenaires et nous arriverons à Copenhague avec des propositions ambitieuses sur la base du texte brésilien-français. C'est vous dire combien cette rencontre est importante, combien le climat de confiance entre nous est complet et combien je vous remercie de votre présence.

LE PRESIDENT LULA - Nous allons ici faire un partenariat. Avec la ministre Dilma ROUSSEFF, ministre chef du cabinet civil de l'administration dans mon pays et coordinatrice du programme du gouvernement, nous avons fini hier, nous avons déjà annoncé un programme pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre au Brésil. Je souhaite maintenant demander à la ministre Dilma de présenter à la presse brésilienne et à la presse française les conclusions de cette réunion du gouvernement d'hier.

MADAME DILMA ROUSSEFF - Merci Monsieur le Président, je souhaite d'abord saluer le

Président SARKOZY et saluer Mesdames et Messieurs de la presse. La position du Brésil est une position très claire qui reconnaît l'importance du Sommet de Copenhague. Et donc nous avons décidé que, bien que nous ne soyons pas un des pays qui figurent à l'annexe 1 qui prévoit des objectifs chiffrés de réduction des émissions de CO₂, nous pensons que c'est la responsabilité de chacun d'adopter des mesures pour qu'il y ait une réduction des émissions des gaz à effet de serre.

A partir de plusieurs études faites par les différents secteurs du gouvernement brésilien, nous proposons de réduire entre 36 et 39% les émissions de gaz à effet de serre. L'une des principales mesures, c'est la réduction de 80% de la déforestation, cette mesure à elle seule représente déjà 20% du total des réductions prévues si l'on considère la base 2005 pour atteindre 2020. Si nous ne faisons rien, nous aurions un niveau d'émission beaucoup plus élevé. Avec cette décision, nous allons réduire nos émissions de près de 565 millions de tonnes équivalent carbone.

En plus, il y a tout un ensemble de mesures qui ont très clairement des chiffres. Les autres mesures se trouvent dans une fourchette entre 36 et 39%, elles se réfèrent à la réduction de 40% des émissions dans le plan brésilien, dans la savane brésilienne, et en même temps il y a un ensemble de 4 mesures dans le domaine agricole, qui incluent une série de politiques qui entraînent justement en ce moment en direct en diminuant l'interférence avec le sol et augmentant la fixation de CO₂, l'intégration entre l'agriculture et l'élevage, qui a un effet similaire, la récupération de pâturage en cours de désertification et aussi la fixation biologique du nitrogène dans l'agriculture.

Ces 4 mesures en plus d'être bonnes d'un point de vue environnemental, parce qu'elles réduisent les émissions de gaz à effet de serre, ont aussi pour conséquence une augmentation de la productivité. Elles sont donc compatibles avec l'augmentation de la productivité et donc de la richesse, conformément au principe selon lequel il est possible d'avoir un développement durable et en même temps de garantir que le pays puisse avoir de la croissance et combattre la pauvreté. De notre côté, nous maintenons notre position de leader dans le domaine de l'énergie parce que nous avons le bouquet énergétique le plus renouvelable au monde. Ce sont donc des mesures dans le domaine de l'efficacité énergétique, où nous sommes en train d'accorder des avantages à ceux qui acquièrent des appareils électro-électronique qui utilisent mieux, de façon plus économe, l'énergie qu'ils consomment.

Aujourd'hui, nous sommes également le 2ème pays du monde en utilisation de biodiesel dans le bouquet énergétique, ce qui, avec l'éthanol, avec l'hydroélectricité, avec les énergies alternatives surtout les petites centrales hydroélectriques, les biomasses et l'énergie éolienne, va nous permettre de réduire significativement dans le domaine des émissions de carbone.

Dans le domaine de l'énergie, cela devrait représenter de 166 millions de tonnes équivalent carbone au minimum jusqu'à 207 millions de tonnes équivalent carbone au maximum. Dans le domaine agricole, entre 133 millions de tonnes et 176 millions de tonnes équivalent carbone.

Dans le domaine sidérurgique, c'est un peu moindre mais c'est très important parce qu'il s'agit de l'acier vert, c'est-à-dire la production d'acier en utilisant non pas le charbon minéral mais en utilisant le charbon végétal issu de la reforestation. Donc au total, entre 975 millions de tonnes équivalent carbone et 1,52 milliard de tonne équivalent carbone.

Pour vous donner une meilleure idée de l'ampleur de ces mesures, la réduction de la déforestation représente 565 millions de tonnes équivalent carbone soit quelque chose de semblable à la proposition du G77 de réduire de 15% les émissions de tous les pays développés. Donc c'est un ensemble de mesures très solides.

Pourquoi la fourchette ? En Amazonie il n'y a pas de fourchette. Le Président l'a déjà dit au Président SARKOZY, nous avons réussi hier aussi à atteindre le chiffre le plus bas depuis que cette série statistique sur la zone déforestée existe. Nous avons réduit la déforestation en 45% de cette année par rapport à l'année dernière. Nous sommes passés de 12 400 km² à 7008 km² déforestés cette année. C'est très significatif, cela prouve que ces objectifs, ces actions volontaires que nous sommes en train de proposer aujourd'hui, elles peuvent être mesurées,

... Tout cela est dans un parfait accord avec la stratégie du PIB brésilien dans la

vérifiées. Tout cela est donc en parfait accord avec la croissance du PIB brésilien dans la fourchette entre 4 à 6% et aussi avec toutes les politiques de lutte contre la pollution. Je vous remercie.

LE PRESIDENT LULA - Je pense que nos camarades de la presse brésilienne et française n'auront pas besoin que le Président SARKOZY et moi nous lisions quelques-uns des paragraphes de notre accord parce que, soit vous l'avez déjà reçu, soit vous allez le recevoir. Il y a une donnée très concrète, que j'aimerais vous commenter ici. Je pense que les chiffres que la ministre Dilma vient d'annoncer prouvent une chose, Président SARKOZY, quelque chose de très sérieux : à elle seule, la réduction des émissions de gaz à effet de serre que va permettre la réduction de la déforestation en Amazonie, ce que nous nous sommes engagés à atteindre d'ici 2020, c'est l'équivalent de la proposition que le Président OBAMA est en train d'envoyer au Congrès des Etats-Unis. Vous le voyez, le Brésil ne prend pas cette question du climat à la légère. Nous sommes en train de prendre des engagements réalistes, qui sont des engagements sérieux et nous pensons que d'après les caractéristiques du Brésil, nous pouvons à aider à ce que le monde puisse réfléchir avec plus de sérieux et avec plus de sérénité aux risques que nous-mêmes, nous sommes en train de causer à l'humanité.

En deuxième lieu, je voudrais dire à mon ami SARKOZY qu'enfin, la France et le Brésil, nous nous sommes mis d'accord. Nous avons toujours été très amis. Les Brésiliens ont toujours beaucoup aimé les Français, sauf au football, mais nous avons toujours beaucoup aimé les Français. Vous avez inventé Platini et puis Zidane et puis voilà, nous avons perdu 3 coupes du monde à cause de cela. Mais l'amitié politique s'est toujours poursuivie et l'amitié entre nos deux pays se renforce chaque jour. La vérité, c'est que la France et le Brésil ont toujours été des partenaires qui se sont toujours beaucoup aimés. Beaucoup de Français se rendent au Brésil, beaucoup de Brésiliens viennent à Paris mais nous n'avons jusqu'à présent jamais pris très au sérieux les rapports entre l'Etat français et l'Etat brésilien.

Le Président SARKOZY en prenant ses fonctions, a fait faire un pas gigantesque pour consolider ce qui était une bonne amitié politique, culturelle, pour qu'elle devienne une relation professionnelle entre l'Etat français et l'Etat brésilien. C'est-à-dire qu'en plus d'être des amis, nous devons avoir une pensée stratégique pour les 50 prochaines années ou peut être même pour tout le XXIème siècle. Et c'est dans cet esprit d'une relation stratégique entre la France et le Brésil que nous avons commencé à établir toute une série d'accords : avec les sous-marins, avec les hélicoptères, avec les avions de chasse qui suivent les mêmes principes que ceux sur lesquels nous nous sommes accordé à Brasilia. Tout le monde sait que ce n'est pas une chose très simple, c'est quelque chose de complexe, il y a des concurrents, donc il faut s'entretenir avec beaucoup de doigté.

Mais plus important, Président SARKOZY, permettez-moi de vous dire une chose ici, la France c'est l'unique pays d'Europe qui peut avec beaucoup de fierté dire qu'il possède 700 kilomètres de frontières en pleine Amazonie avec le Brésil. C'est un privilège hors du commun d'être en même temps un pays européen et un pays américain. De la même façon la France a un pied culturel très important sur le continent africain, et le Brésil a également une influence importante sur le continent africain, alors si nous ne transformons pas ces caractéristiques naturels dans une force politique qui permette que, lors des négociations, nous ne soyons pas juste la France ou le Brésil, mais que nous soyons un ensemble de force politique avec des intérêts communs, nous aurions beaucoup plus de difficultés à faire en sorte que le monde puisse mettre en oeuvre les changements qu'il doit faire, de la question du climat jusqu'à la question de gouvernance globale. C'est regrettable de constater qu'en politique, c'est toujours plus facile d'être conservateur, parce qu'être conservateur, ne rien vouloir changer, tout laisser tel que c'est... Je ne sais pas si les Français savent cela, les Brésiliens le savent, mais lorsque je dis conservateur, ce n'est pas dans le sens idéologique c'est dans un sens pratique. Par exemple, lorsqu'au Brésil, on a un pauvre qui habite dans une zone à risque et qu'il commence à pleuvoir, on va essayer de la convaincre de sortir de ce local parce qu'il va mourir, mais il ne veut pas toujours partir. Il veut rester là parce que c'est ce qu'il connaît. Et là il pense que rien ne va lui arriver. Tout ce qui est nouveau, c'est une nouveauté et tout le monde n'a pas le courage de faire face au nouveau. Je souhaite

dire que le Président SARKOZY a eu le courage d'affronter le neuf, le nouveau. Qu'est-ce que le nouveau ? C'est ne pas répéter toujours la même platitude du XXème siècle. C'est penser au XXIème siècle justement en ayant en tête le XXIIème siècle. C'est penser demain, au lieu de discuter hier ou avant-hier. C'est discuter le futur au lieu de discuter le passé.

Ce document que nous avons signé, c'est un document historique. Je souhaite qu'il puisse servir de paradigme pour justement canaliser les discussions que les chefs d'Etat et de gouvernement devront avoir à Copenhague le 16 et 17 décembre prochain. Je souhaite vous dire encore une chose, Président SARKOZY, la France et le Brésil ont besoin d'être très attentifs, parce que toutes ces choses sont très faciles à dire, le débat environnemental à l'université, c'est facile, à l'intérieur du Congrès, de la Chambre des Députés, du Sénat, mais quand on arrive à la pratique, quand il faut transformer la théorie dans des chiffres, dans des données, dans des objectifs, les choses commencent à devenir plus difficiles.

Depuis le Protocole de Kyoto, bien peu de choses ont connu du progrès. De temps en temps, je pense, M. SARKOZY, que le malheur pour plus grand qu'il soit, le malheur a lieu justement pour rappeler à l'homme sa petitesse devant l'univers. Il faut penser grand. Les gaz à effet de serre, au moment où il est lancé dans l'atmosphère, ce n'est pas un privilège de riche ou de pauvre. C'est une sagesse de Dieu en faisant la terre toute ronde. Et elle tourne la Terre. Parce que, nous tous, nous passerons à un moment ou un autre par tous ces lieux. Nous allons tous visiter tous ces lieux. Et tout ceci augmente. Si le monde était carré ou rectangulaire, et qu'il y ait plus de gaz sur le territoire américain ou sur le territoire chinois ou sur le territoire brésilien, on pourrait même construire un mur dans l'air pour que les gaz ne puissent pas rentrer. Mais le monde est rond et il tourne. Nous sommes tous victimes de la même irresponsabilité. Donc, vous voyez pourquoi il faut faire attention, parce que nous n'avons pas le droit de permettre que le Président OBAMA et que le Président HU Jintao puissent célébrer un accord en prenant pour base seulement les deux réalités économiques de leurs seuls pays. C'est-à-dire, dans le fond, ce que nous percevons, c'est un G2 avec des intérêts très particuliers, pour résoudre les problèmes politiques et climatiques de ces deux pays-là, sans tenir compte des responsabilités que nous devons avoir avec l'ensemble de l'humanité, avec les pauvres, les riches, le Nord et le Sud.

J'ai la responsabilité de téléphoner au Président OBAMA. Je vais voir si lundi prochain, je lui téléphone parce qu'il faut que les Etats-Unis, qui sont la plus grande économie du monde, ait le plus d'audace dans le monde, pour le pour et non pas pour le contre. Il faut que la Chine, qui n'a pas les mêmes responsabilités que les pays développés mais qui est en train de croître d'une façon extraordinaire, elle aussi, il faut qu'elle ait un peu plus d'audace dans ses propositions. Nous ne sommes pas en train d'exiger l'impossible. Ce que nous souhaitons, ce que tous, nous faisons à peine ce qui est raisonnable et que nous ayons le courage de laisser pour les générations futures un monde au moins équivalent à celui dont nous avons hérité de nos pères. Pour cela, je souhaite vous dire, Président SARKOZY, ma profonde joie parce que le Brésil et la France sont arrivés à établir cet accord. C'est vraiment une référence historique dans les rapports entre nos deux pays. C'est un signal historique que la France et le Brésil ne sont pas en train de jouer lorsqu'ils discutent de la question de l'environnement. Merci beaucoup.

LE PRESIDENT - Deux questions, une brésilienne et une française.

QUESTION - Messieurs les Présidents, l'Union européenne et le Brésil sont en pointe sur la lutte contre le réchauffement climatique, on le voit bien. Malheureusement pour le moment, on attend toujours les propositions, et des Etats-Unis, et de la Chine, et de l'Inde. Si jamais les négociations ne se déroulaient pas comme on le souhaite, est-ce que vous vous satisferez d'un accord de principe à Copenhague, c'est-à-dire sans élément qui soit véritablement contraignant ?

LE PRESIDENT - Non. L'accord à minima et l'accord de principe qui n'engagerait personne, ce n'est pas notre position. Quelle sera la forme de l'accord au point de vue juridique ? On verra. Mais l'accord ne se fera que s'il est ambitieux et si c'est un accord qui engage. Vous venez d'entendre la ministre brésilienne et le Président LULA, c'est le premier pays émergent qui prend des engagements de cette nature. Dans le texte que vous allez avoir. Brésiliens et Français, on prend des engagements précis de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous

n'accepterons pas de prendre ces accords et que d'autres pays disent : on verra demain. Le monde, Lula l'a dit, est en partage. C'est une responsabilité collective. Vous savez l'amitié que la France éprouve pour les Etats-Unis d'Amérique et la confiance que j'ai dans le Président OBAMA, mais la première économie du monde doit être à la hauteur de ses responsabilités. C'est clair. Et pour être sûr qu'on arrivera à cela, avec le Président LULA et les deux gouvernements, on va faire le tour de la planète pour convaincre. Parce que le monde est multipolaire. Et nous n'avons pas voulu, avec le Président LULA, le G20 transcendant le G8 pour nous trouver face à une direction qui serait plus faible. Donc, on va convaincre l'Afrique d'être derrière nous. On va convaincre une partie de l'Asie d'être derrière nous. D'ailleurs à Tobago, il y aura l'Inde.

Je veux également rendre hommage à Gordon BROWN qui fait tous ces efforts et qui m'a demandé de venir au Sommet du Commonwealth. Le Président envisage un sommet à Manaus, où bien sûr la France, l'Amazonie participera et je viendrai. Et je vous précise, d'ailleurs, que puisque le Président LULA a annoncé qu'il irait personnellement à Copenhague, j'irai avec lui. J'ai dit au Président que j'allais demander à tous les leaders européens d'aller personnellement à Copenhague soutenir les ministres de l'Environnement. C'est une affaire de chefs d'Etat, de chefs de gouvernement. C'est une affaire capitale. J'espère que ma réponse a été claire.

LE PRESIDENT LULA - Je pense qu'effectivement l'accord signé par le Président SARKOZY et par moi-même, c'est plus qu'une lettre d'intention. Je pense qu'il a vocation à être notre bible climatique. Bien entendu, nous allons nous rendre à Copenhague et nous allons dans toutes les réunions préalables qui auront lieu avec d'autres pays, essayer de les convaincre pour qu'on puisse atteindre un paradigme semblable à celui-là. Il va falloir beaucoup de discussions. La donnée concrète, c'est que, pour moi, il est absolument clair que les gens qui sont en train de discuter des questions environnementales dans le monde et tous les gens sérieux sont d'accord avec les principes qui sont énoncés dans ce document. Et nous souhaitons les transformer en réalité. Aujourd'hui, c'est le Brésil et la France. Demain, cela pourra être tout le monde, en train de signer un document tel que celui-là.

QUESTION - Président SARKOZY, l'engagement brésilien est un engagement volontaire, cela veut dire qu'il n'y aura pas le même suivi international que pour les pays riches. Est-ce que, à votre avis, c'est suffisant ? Si tous les pays émergents adoptent une position non contraignante, est-ce que c'est bien pour les pays riches pour arriver à un accord ? Est-ce que cela peut débloquer les négociations à Copenhague ? Et au Président LULA, est-ce que vous pensez donner des garanties à Copenhague ? Est-ce que le Brésil va, en effet, atteindre ses objectifs ?

LE PRESIDENT LULA - Je pense que la garantie qu'un chef de l'Etat peut donner, c'est le document que nous avons établi. Pour que ce document se transforme en un consensus de la société brésilienne, surtout dans les institutions qui s'occupent de la question climatique au Brésil, et en même temps ce document doit être rendu public. Il ne me reste qu'un an de Présidence, ce n'est pas pour le Président LULA, c'est pour le Brésil, c'est pour les agriculteurs, pour les maires, pour les gouverneurs des Etats, pour le Congrès, pour les petits et grands producteurs agricoles. C'est un engagement patriotique.

Comment est-ce qu'on peut arriver à cela ? La déforestation, dont Mme Dilma ROUSSEF a dit qu'elle a été réduite en Amazonie de 12 900 pour 7 000. C'est ce que nous avons prévu d'atteindre en 2014. Nous avons donc anticipé pratiquement 4 ans. Nous avons atteint nos objectifs avec 4 ans d'avance. De la même façon, nous avons atteint avec 3 ans d'avance le biodiesel, qui devait représenter 5 % du diesel brésilien en 2013. Maintenant, à partir du 1er janvier 2010, nous allons commencer à utiliser le D5, le diesel à 5 %. Nous avons donc anticipé de beaucoup d'années notre but qui est justement d'atteindre les objectifs du millénaire dans la plupart des domaines.

Nous sommes donc convaincus que si les Brésiliens assument ceci en tant que porte-drapeau, nous allons surprendre le monde en train de faire plus rapidement, peut-être faire même plus, cette déforestation. Il est important que la presse brésilienne comprenne que lorsque nous avons pris la décision qu'il ne servait à rien de punir les maires en train de se disputer avec les

gouverneurs, nous avons appelé les maires et les gouverneurs, nous avons construit des partenariats avec eux en leur donnant des bénéfices. Nous accordons aux maires des conditions matérielles qui permettent justement de surveiller. Hier, j'ai participé à une réunion avec 43 maires de la région qui n'avaient plus recours à la déforestation. Ces maires ont compris que l'arrêt de la déforestation était un avantage comparatif pour le développement de leur municipalité. Alors au lieu de leur taper dessus, un peu plus d'attention, un peu plus de tendresse et le problème est résolu.

LE PRESIDENT - Je voudrais juste rajouter un mot. Quand on se met d'accord sur l'Organisation Mondiale de l'Environnement, j'aimerais attirer votre attention sur un point qui me semble essentiel : la question n'est pas de faire de Copenhague un succès et puis après de laisser tomber. Mesdames et Messieurs, c'est toute la différence entre Kyoto et Copenhague. Qui va mettre en oeuvre les engagements de Copenhague ? C'est la question que vous posez, Madame, eh bien c'est l'Organisation Mondiale de l'Environnement. C'est l'Organisation Mondiale de l'Environnement qui dépendra de l'ONU, qui surveillera la compatibilité entre la réalité et les engagements qui ont auront été pris.

Il y a des dizaines et des dizaines de pays, est-ce que vous pensez qu'en 35 jours, on est capable de mettre au point un texte juridique qui répond à toutes les questions et à tous les problèmes ? Non. Il faut prendre des engagements politiques contraignants, précis à la fois sur le plan des objectifs et sur le plan financier, notamment pour les pays les plus pauvres et notamment l'Afrique, et que l'Organisation Mondiale de l'Environnement suive ces engagements et mette en place tout le travail qu'il y aura à faire après.

J'ai dit au Président LULA que, dans l'esprit de la France, l'Organisation Mondiale de l'Environnement, c'est la première étape concrète de la gouvernance du monde du XXIème siècle, qui doit se poursuivre par une réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies. Je me battrais jusqu'au bout pour défendre cette idée. Il faut mieux tenir compte de l'Organisation Mondiale du Travail avec les 8 normes fondamentales à respecter. Il faut l'Organisation Mondiale de l'Environnement. Il faut élargir le Conseil de sécurité notamment avec le Brésil qui doit être membre permanent avec un droit de veto du Conseil de sécurité. Bien sûr, ce n'est pas simplement parce que j'aime le Brésil et que j'aime LULA que je dis cela. C'est parce que, comment envisager de régler les grands problèmes de la planète sans donner la parole aux grands émergents ?

Pourquoi LULA dit que c'est historique ? Parce qu'il est le premier des grands pays émergents à comprendre l'importance de ce qui va se jouer à Copenhague. Et vous ne croyez pas que c'est un atout fantastique pour la France d'être aux côtés du Brésil pour entraîner toute une partie de l'Asie, toute l'Afrique derrière nous ? Et pour éviter, parce que je me reconnais dans ce que dit LULA, qu'en haut-là, ils se mettent d'accord sur des objectifs qui n'en seraient pas et pour un rendez-vous qui serait raté. Tous, on doit assumer nos responsabilités. Tous, à la mesure de notre place dans la hiérarchie économique du monde. Et je ne doute pas que nos amis chinois, comme nos amis américains auront à cœur d'être à la hauteur de leurs responsabilités comme le Brésil et la France.

Ce n'est pas facile pour LULA, il pourrait avoir une autre position et pour nous, c'est sous présidence française que l'Europe s'est engagée. Ce n'est pas facile aussi parce que cela va coûter de l'argent. Mais au moins, nous, on se bat pour qu'à Copenhague, le monde soit à la hauteur de sa responsabilité historique. On n'a plus le temps d'attendre. Voilà ce qu'on a voulu vous dire et on vous le dit tous les deux parce qu'on y croit vraiment. Merci à tous.

QUESTION - Une question à M. LULA. Président LULA, vous allez à Rome maintenant. Est-ce que vous êtes prêt à extradier ou est-ce que vous extraderez Cesare BASTTITI qui a entamé une grève de la faim et qui se dit prêt à aller jusqu'à la mort pour éviter d'être extradé justement et qui vous a écrit ? LE PRESIDENT LULA - Si j'étais BASTTITI, je ne commencerais pas une grève de la faim. Moi, j'ai fait une grève de la faim, c'est mauvais, ce n'est pas bon. Je ne recommande à personne de faire une grève de la faim. Je pense que le Président de la République du Brésil ne peut pas faire grand chose lorsque le procès est justement aux mains de la Cour suprême du Brésil. Pour le procès de BASTTITI, je dois attendre cette décision de la Cour suprême fédérale

...avec le procès de Dilma Rousseff, je dois attendre cette décision de la Cour Suprême fédérale du Brésil pour savoir s'il y a quelque chose que le Président de la République puisse faire.